

LES AVANTAGES DE LA SOLUTION CONSTRUIRE-EXPLOITER-TRANSFÉRER

La plus grande participation du secteur privé au développement des infrastructures constitue une tendance généralisée. Ce n'est pas là tout à fait une nouveauté étant donné que, au XIX^e siècle, les canaux et les chemins de fer ont été financés par des capitaux privés dans le monde entier. On fait encore une fois appel aux investisseurs privés pour construire et exploiter des routes, des ponts, des tunnels, des centrales électriques, des usines de traitement des eaux et d'autres projets d'infrastructure dont on a considéré pendant de nombreuses années qu'ils relevaient exclusivement des gouvernements.

Pour financer ces activités, les promoteurs utilisent de plus en plus le concept de financement de projet. Cela revient à dire que le remboursement des prêts est fonction des revenus générés par un projet plutôt que des revenus ou des actifs du promoteur. On demande en règle générale aux partenaires à une telle coentreprise de fournir un peu moins de 20 pour 100 du coût du capital. Ces mécanismes, qu'on désigne également par les expressions de «financement à recours limité» et de «financement à forfait ou sans recours», séduisent de plus en plus d'intervenants dans ce domaine.

De façon traditionnelle, les pays comme le Mexique finançaient leurs infrastructures publiques au moyen de transferts de fonds publics combinés à des fonds empruntés auprès des organismes de financement internationaux ainsi que des grandes banques commerciales des pays industrialisés. Jusqu'au début des années 1980, les grandes banques commerciales, avec la Banque mondiale, étaient les principaux prêteurs aux pays en développement. Ceux-ci obtenaient une autre forme d'aide constituée de crédits à l'exportation garantis par les gouvernements des fournisseurs. Il y a dix ans, c'était là les méthodes les plus courantes de financement des projets d'infrastructure. La crise de la dette dans les pays en développement, au début des années 1980, a toutefois changé tout cela. Les grandes banques commerciales se sont retirées des activités de financement des pays en développement, ce qui a entraîné une crise. Les autres mécanismes, comme ceux des organismes de financement international, ne pouvaient pas combler le manque.

Ces organismes de financement international ne disposent tout simplement pas de fonds en quantité suffisante pour faire face à la demande croissante de projets d'infrastructure. Les contribuables de pays comme le Mexique ne peuvent pas financer eux-mêmes de tels projets. La seule façon de réunir le financement nécessaire s'est avérée de permettre l'afflux de capitaux privés dans ces projets.

Avec l'approche construire-exploiter-transférer, on combine le plus souvent les capitaux privés, en général d'origine étrangère, avec les crédits des fournisseurs et d'autres types de financement. La société de développement étrangère, ou la coentreprise qui s'occupe du projet de développement, gère l'installation pour une durée donnée. Elle prélève des frais auprès des utilisateurs, rembourse la dette du projet et, au moment convenu, transfère les actifs au gouvernement du pays hôte. Cette méthode de financement est devenue de plus en plus populaire. On estime en effet qu'environ la moitié de tous les investissements en infrastructure sont pris en charge par des investisseurs du secteur privé faisant appel à cette approche.